

Réponse de Neuf Cegetel aux consultations publiques de l'ARCEP portant sur la mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique, et sur la situation concurrentielle des fourreaux de communication électronique et leur régulation éventuelle.

Boulogne-Billancourt, le 5 octobre 2007

Neuf Cegetel a annoncé le raccordement d'un million de logements d'ici fin 2009 en fibre optique, et un investissement propre de 300 M€ sur la période. Neuf Cegetel a donc pour ambition de jouer un rôle de premier plan dans le déploiement de ce nouveau réseau de boucle locale fibre optique.

Dans cette optique, nous estimons, en accord avec l'Arcep, que la possibilité d'une mutualisation des infrastructures déployées par les opérateurs constitue le facteur principal de succès d'un tel déploiement.

Neuf Cegetel a toujours fait le choix d'ouvrir son réseau aux autres opérateurs, et souhaite proposer l'offre d'interconnexion à son réseau de fibre optique la plus large possible, sous réserve de conditions comparables et équitables de la part des autres opérateurs :

- dans une logique de co-investissement, dans nos NRO ou en pied d'immeuble, tant en technologie point-à-point qu'en technologie PON,
- dans une logique de collecte centralisée de type bitstream, à un tarif par accès qui préserve les investissements capillaires effectués, à destination des FAI résidentiels et professionnels.

Aujourd'hui, nous constatons, dans le cadre des différents chantiers lancés par l'Arcep, et des échanges que nous pouvons avoir avec les différents acteurs, des positions très divergentes sur les modalités de mutualisation envisageables.

Il nous apparaît de ce fait que l'Arcep doit s'attacher en priorité à tenter de rapprocher les positions des acteurs, au moyen par exemple d'une prise de position claire sur les modalités minimales de mutualisation nécessaires pour que celle-ci soit réellement opérationnelle et ne se limite pas à une déclaration d'intention.

A défaut, il apparaît peut probable que les acteurs convergent à court ou moyen terme, ce qui induit trois risques importants :

- l'absence de réelle concurrence pour le consommateur sur les services très haut débit déployés,
- un frein aux déploiements, dans la mesure où les autorisations données par les syndics, bailleurs, ou copropriétaires, pour pénétrer dans les immeubles, sont aujourd'hui fortement perturbées par l'absence d'accords de mutualisation effectifs,
- une préemption du marché sur les immeubles raccordés, notamment par France Télécom si ce dernier ne permet pas à ses concurrents d'être présents dans des coûts et délais comparables aux siens.

En effet, dans cet objectif, il nous apparaît que l'un des enjeux principaux à court terme est de considérer un accès tant à la fibre au NRO ou au SRO qu'aux fourreaux déployés par France Télécom : le risque que France Télécom puisse être dédouané d'un accès à ses fibres au NRO ou au SRO, dès lors qu'il proposerait une offre de fourreaux, constitue selon nous un risque majeur pour les déploiements des opérateurs alternatifs, tel que décrit ci-après.

Afin de permettre la mise en œuvre d'accords de mutualisation équitables entre les opérateurs, les dispositions minimales suivantes nous apparaissent nécessaires :

1- Il faut permettre l'accès au NRO ou au SRO aux fibres déployées lorsqu'un opérateur a déjà câblé un immeuble

Une interconnexion possible en pied d'immeuble a du sens essentiellement sur Paris, mais en province, il est impérativement nécessaire de proposer également une interconnexion aux fibres déjà déployées au NRO, voire au SRO, ce que seuls Neuf Cegetel et Free proposent à date, à l'exclusion de France Télécom et du Câble, deux acteurs qui disposent pourtant d'avantages déterminants en termes de génie civil existant.

Il paraît en effet inefficace en termes de coûts et de délais de redéployer n réseaux de fourreaux dans certaines zones géographiques : ceci sera même probablement impossible dans certaines zones (absence de fourreaux en quantités suffisantes ; saturations ; duplication économiquement non rentable...).

Le succès rencontré sur le marché du haut-débit provient en grande partie de la chaîne de valeur mise en œuvre et des trois niveaux d'interconnexion progressifs constituant l'échelle des investissements : la collecte nationale, la collecte régionale, le dégroupage. Un système à deux niveaux, voire à un seul, comme le propose aujourd'hui France Télécom, n'aurait probablement jamais permis l'établissement d'une concurrence pérenne sur ce marché.

A défaut, il est probable que les habitants de nombreux immeubles câblés par France Télécom n'auront pas accès aux offres Très Haut Débit des autres FAI DSL à moyen, voire long terme dans certaines zones. C'est pourquoi nous demandons à l'Arcep de se prononcer a minima formellement sur l'absence de caractère mutualisable de l'offre actuelle de France Télécom si celle-ci n'évolue pas sur ce point

La mise en œuvre sous l'égide de l'Arcep de l'offre de fibre noire LFO a permis aux FAI alternatifs d'étendre significativement la couverture du dégroupage sur 2007, ce qui montre la faisabilité et l'efficacité de la mise en œuvre d'une offre de fibre par France Télécom.

2- Il faut créer un cadre incitatif à l'optimisation et à la mutualisation des investissements des différents acteurs

Au vu des niveaux d'investissements considérables et de la prise de risque majeure des acteurs du secteur, il nous apparaît nécessaire de favoriser au maximum des principes de mutualisation et de co-investissement entre les acteurs.

Dans cet objectif, l'Arcep doit prendre position au plus vite afin d'inciter les acteurs à établir des accords réciproques permettant :

- une mutualisation des infrastructures déployées,
- la mise en œuvre de tarifs permettant un co-investissement,
- une optimisation des coûts de déploiement, et l'élimination des coûts inutiles.

A ce sujet, et pour faire le lien avec le premier point, nous rappelons que selon les propres études menées par l'Autorité, les coûts du câblage vertical au sein d'un immeuble sont de l'ordre de 500 € par client, lorsque le déploiement au sein d'une ville représente environ 1000 € par client à Paris, et peut dépasser 2000 € dans des zones urbaines de moyenne densité. Ainsi, l'optimisation et la mutualisation des infrastructures déployées représentent un enjeu majeur pour le déploiement de ces nouveaux réseaux, tant au sein des villes qu'au sein des immeubles.

Nous regrettons ainsi le choix de Free de ne proposer à date que des tarifs récurrents, ne permettant pas de synergies sur l'investissement, et une offre rigide calquée sur l'architecture de dégroupage de France Télécom, alors que l'intérêt collectif appelle à la mutualisation et la rationalisation des investissements

C'est bien dans le souci de répondre à cet intérêt collectif que Neuf Cegetel va s'associer avec SFR pour démultiplier sa capacité d'investissement ; alors que à l'inverse, on constate une difficulté de certains acteurs à concrétiser seuls leurs annonces de déploiement.

Nous estimons par ailleurs que le déploiement point-à-point ne doit pas être dogmatique, et ne peut se justifier lorsque par exemple les disponibilités de fourreaux sont réduites ; de même, le positionnement

consistant à raccorder en standard chaque logement par plus d'une fibre comme semble l'envisager au moins un acteur peut-être antiéconomique si le surcoût est répercuté sur ses concurrents.

France Télécom annonce dans son projet d'offre adressé à l'Arcep une tarification « payable en une fois » par immeuble, ce qui nous apparaît plus pertinent si le niveau de tarif proposé est acceptable

Nous soutenons par ailleurs à ce titre le projet de régulation et de mutualisation des fourreaux de France Télécom lancé par l'Arcep, lorsqu'aucun réseau fibre n'a encore été déployé sur une zone donnée, ainsi que les différents projets envisagés par les collectivités locales. Ceux-ci ne peuvent néanmoins pas remplacer l'accès à la fibre lorsqu'elle a déjà été déployée par un acteur : ils sont nécessaires pour adresser des zones non encore couvertes par un acteur, et ne pas se limiter à être suiveurs du déploiement de France Télécom. Afin d'être pleinement opérationnelle, cette mutualisation doit s'accompagner de garanties solides en termes de cartographie, de processus d'études et de déploiement, d'accès aux chambres de tirage et aux adductions des immeubles, et de délais.

3- Enfin, nous estimons nécessaire qu'un opérateur soit responsable de l'ensemble des productions et du sav dans les immeubles qu'il a câblé

Ceci est nécessaire, afin de permettre une gestion optimisée des interventions dans l'immeuble en raison de la grande technicité des opérations, une responsabilité unique, et un suivi des investissements de raccordement progressif des logements, comme cela nous est d'ailleurs généralement demandé par les syndicats et bailleurs avec qui nous négocions.

France Télécom à date ne propose pas de prendre la responsabilité du câblage horizontal palier, ce qui nous semble risqué d'un point de vue de la qualité de service dans ces immeubles, et financièrement.

Par ailleurs, cette situation entraîne un contrôle de France Télécom sur nos choix de sous-traitants qui n'est pas acceptable, et la nécessité pour l'opérateur tiers de renégocier un accord permettant d'intervenir dans l'immeuble avec les syndicats de chaque immeuble, ce qui est particulièrement inefficace.

De façon très simple, les dispositions suivantes, si elles étaient reprises par l'Arcep, permettraient selon nous un déploiement optimal :

- Nécessité aux acteurs de proposer une offre d'accès à la fibre
 - o dans un mode de type co-investissement,
 - o au NRO ou au SRO et en pied d'immeuble,
 - o dans des conditions financières équitables et réciproques ;
- Régulation asymétrique des fourreaux de France Télécom
- Responsabilité unique d'un opérateur sur un immeuble câblé

Le respect de ces directives de l'Arcep permettrait à chaque acteur de considérer que son offre est mutualisable, tant vis-à-vis d'autres opérateurs d'infrastructures fibre optique que vis-à-vis des copropriétaires et gestionnaires d'immeubles.

Nous estimons par ailleurs qu'une offre d'accès de type bitstream en mode de collecte nationale fait du sens, vis-à-vis de FAI qui ne souhaitent pas investir dans leur propre réseau, ou pour adresser des zones qui seraient éloignées de celles dans lesquelles nous sommes actuellement présents.

Dès lors que des accords de mutualisation seraient passés entre les opérateurs, nous estimons que l'Arcep et les autorités publiques doivent faciliter les déploiements des services à très haut débit dans les immeubles, à travers par exemple un droit à la prise fibre calqué sur le droit à la prise antenne, et permettre de faire bénéficier des investissements effectués par les opérateurs au plus grand nombre.

Réponses aux questions de la consultation portant sur la mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique :

Question 1 : *Estimez-vous nécessaire que la question de la mutualisation des réseaux cuivre et câble coaxial, existant ou en cours de déploiement soit approfondie ? Si oui, dans quel cadre et avec quel objectif ?*

Il faut à notre sens se concentrer en priorité sur la mutualisation du câblage fibre, qui représente la technologie retenue par la majorité des acteurs, hormis le Câble. Si d'autres scénarios devaient voir le jour, nous pourrions revenir sur cette position en fonction.

Question 2 : *La description ci-avant corrobore-t-elle vos connaissances en matière de propriété et de capacité de réutilisation des gaines existantes ? Cette situation vous semble-t-elle satisfaisante ? Pensez-vous que les pouvoirs publics devraient prendre des mesures, lesquelles et dans quel cadre juridique ?*

En effet, la possibilité pour un opérateur de réutiliser les gaines existantes disponibles posées par France Télécom ou le câble dans un immeuble se pose et doit être approfondie, afin de faciliter le déploiement de la fibre.

Nous estimons, en ce qui concerne France Télécom, que l'accès aux gaines doit pouvoir faire l'objet d'une régulation asymétrique au même titre que les fourreaux. Il nous apparaît par ailleurs primordial que l'Arcep s'assure que France Télécom n'utilise pas cet avantage historique pour déployer de la fibre dans des immeubles sans être soumis à autorisation du syndic ou des copropriétaires, car il s'agirait là d'un avantage totalement discriminant.

En ce qui concerne le câble, ces gaines doivent a minima être accessibles dans le cadre des conventions assimilables à des délégations de service public. Dans les faits, nous ne constatons aucune avancée sur ce sujet depuis le rapport de l'Autorité publié en juillet dernier.

Question 3 : *Quelles évolutions du cadre en vigueur régissant les conditions d'accès des opérateurs aux immeubles vous sembleraient efficaces et proportionnées dans la perspective du déploiement des réseaux très haut débit en France ?*

Dès lors que des accords de mutualisation équitables seraient effectifs entre les opérateurs, il nous apparaît essentiel pour la viabilité des déploiements de faciliter l'accès aux immeubles.

Ceci pourrait prendre la forme d'un droit à la prise fibre, calqué sur le droit à la prise antenne. Nous avons proposé par exemple la rédaction suivante, dans le cadre des discussions sur la loi TV du futur : « *Tout occupant d'un immeuble collectif dispose du droit d'accès à un ou plusieurs signaux télédiffusés indépendamment du mode de réception, hertzienne terrestre, satellitaire ou par réseaux de communication électronique, en application du principe de neutralité technologique.* »

En effet, la situation existante entraîne deux écueils :

- un opérateur qui a câblé une rue ou un quartier n'a aucune assurance de pouvoir pénétrer dans les immeubles concernés. De ce fait, il doit soit limiter son déploiement aux seuls immeubles dans lesquels il possède un accord, ce qui est inefficace économiquement, soit déployer un réseau sans aucune certitude de toute viabilité économique,
- un groupe d'habitants d'un immeuble qui souhaiterait bénéficier de services en fibre optique, proposés par un opérateur, peuvent être contrariés par une majorité de copropriétaires défavorables au déploiement de la fibre dans l'immeuble.

Au-delà, la possibilité pour un opérateur qui a déployé de la fibre dans une rue de raccorder une majorité des immeubles de cette rue permet une optimisation importante des coûts de déploiement.

Il s'agit donc d'un sujet majeur pour le succès des déploiements à venir. C'est pourquoi la mise en œuvre d'accords de mutualisation, qui est une condition préalable, représente un sujet prioritaire tout aussi important.

Question 4 : *La mutualisation de la partie terminale des réseaux fibre en pied d'immeuble vous semble-t-*

elle être une option pertinente à terme ? Quelles sont les conditions pour qu'une telle modalité de mutualisation soit effective ? Quelle sont les paramètres limites de densité urbaine, de coût d'accès au génie civil existant et de coût d'accès au point de mutualisation en pied d'immeuble qui permettent une telle mutualisation dans des conditions économiques raisonnables pour un opérateur alternatif ?

Une mutualisation en pied d'immeuble nous semble nécessaire dès lors que des déploiements opérateurs peuvent être superposés sur une même zone géographique : en effet, ce mode d'interconnexion est généralement plus attractif dans ce cas pour un opérateur qui dispose déjà d'infrastructures à proximité d'un immeuble câblé par un autre opérateur. C'est notamment le cas sur la ville de Paris.

Elle pose la question de l'accès à l'immeuble lorsque France Télécom ne propose que ce mode d'interconnexion possible. Nous ne partageons pas l'analyse de l'Autorité dans ce cas sur le fait qu'une offre d'accès aux fourreaux existants de France Télécom seule permettrait un accès effectif aux immeubles.

En effet,

- tout d'abord, notre expérience de l'offre existante de France Télécom LGC DPR, nous permet de constater tous les jours la très grande difficulté d'accéder aux fourreaux de France Télécom : c'est un travail très laborieux, segment par segment, qu'il paraît totalement aberrant et inefficace de devoir multiplier en termes d'études et de déploiements sur une même zone géographique
- cette offre pose la question du taux de disponibilité des fourreaux existants, qui ne peuvent probablement pas permettre le déploiement simultané de plusieurs opérateurs alternatifs sur une même zone, d'autant plus si certains sont en mode de déploiement point à point, voire peuvent être saturés :
 - o dans le premier cas, et en l'absence d'une offre d'interconnexion à un niveau plus agrégé, elle ne peut que pousser à une course à la préemption des fourreaux disponibles par les acteurs, et en premier lieu par France Télécom, d'autant qu'il peut suffire de préempter un segment de fourreau pour préempter toute une zone,
 - o dans le second cas, et notamment en province, il serait probable dans ce cas qu'un immeuble déjà câblé par France Télécom qui ne peut pas être atteint par d'autres du fait d'une saturation des fourreaux disponibles, ne sera jamais raccordé par ces opérateurs, laissant un monopole de fait à France Télécom sur les immeubles concernés
- cet offre ne permet donc pas un accès satisfaisant en termes de délais et de coût aux immeubles déjà déployés par un acteur : par ailleurs la nécessité de redéployer un deuxième (voire un troisième) réseau de fourreaux peut rendre non viable économiquement le raccordement d'immeubles déjà raccordés par un acteur, d'autant que les acteurs alternatifs disposent d'une part de marché plus de deux fois inférieure à celle de France Télécom.

Si nous estimons qu'une offre d'accès aux fourreaux de France Télécom a un intérêt pour le déploiement de nouvelles zones par un acteur, il est nécessaire de permettre un accès à la fibre à un niveau plus agrégé, de type option 2 ou option 3, au NRO ou au SRO, pour permettre un déploiement efficace des acteurs lorsqu'un immeuble est déjà raccordé.

Question 5 : *A quelles conditions un accord de co-investissement entre plusieurs opérateurs très haut débit vous semble à la fois efficace à court terme et compatible avec le maintien d'une concurrence dynamique, excluant les comportements d'oligopole ou d'entente tacite, à moyen et long terme ?*

et

Question 6 : *Contrairement à l'analyse présentée ici, estimez-vous possible de proposer une offre de dégroupage, c'est-à-dire de location passive accès par accès d'une boucle locale PON ? Une obligation de pose de fibres surnuméraires devrait-elle être imposée aux opérateurs déployant des boucles locales PON, en prévision d'une éventuelle location ultérieure à un opérateur n'ayant pas co-investi dans cette boucle locale ? Le cas échéant pouvez-vous préciser le cadre juridique que vous envisagez pour une telle obligation ?*

Nous ne partageons pas la segmentation proposée par l'Autorité, qui pose en fait deux questions distinctes, sur un même niveau d'agrégation :

- Le mode de déploiement et d'interconnexion, de type PON, qui n'autorise techniquement qu'une granularité passive par immeuble, ou point-à-point, qui autorise techniquement une granularité

passive par logement, voire de type Ethernet au NRO (question 8)

- Le mode de tarification, récurrent par accès, ou de type co-investissement par immeuble raccordé

Dans les faits, les options 2 et 3 (voire 4, dans le cas d'une interconnexion en mode Ethernet au NRO) telles que présentées ne sont pas totalement opposables :

- En termes de niveau d'agrégation, elles offrent une alternative strictement nécessaire au pied d'immeuble seul, permettant un investissement progressif des acteurs : en termes de ratio, pour prendre l'exemple de Paris, il s'agit de permettre un premier niveau d'interconnexion sur 100 à 200 points suivant les acteurs vs la nécessité d'aller raccorder 90 000 immeubles si l'on se limite à une interconnexion en pied d'immeuble seule (quand bien même celle-ci serait assortie d'une offre de fourreaux). On ne peut sérieusement s'abstenir de ce niveau d'interconnexion intermédiaire si l'on se donne un objectif d'un déploiement efficace et optimisé de cette nouvelle boucle locale fibre optique.
- Par ailleurs, d'un point de vue tarifaire, puisque les coûts de raccordement d'un immeuble sont essentiellement fixes, même un déploiement en mode point-à-point, permettant un accès logement par logement, peut très bien faire l'objet d'une tarification de type co-investissement par immeuble. Nous avons déjà proposé ce type de tarification par le passé sur le dégroupage à certains de nos clients FAI : à savoir, un tarif initial plus élevé englobant une partie de nos coûts fixes, permettant un tarif récurrent par accès plus réduit, proche des coûts variables. Ce type de tarification permettant un co-investissement n'est donc pas limité à un déploiement en mode PON.

Ainsi, nous estimons que l'un des enseignements de la régulation des marchés haut-débit est l'intérêt d'une échelle progressive des investissements permettant à un opérateur d'infrastructure d'investir progressivement dans un réseau capillaire.

A ce titre, nous privilégions très clairement au NRO la possibilité d'une tarification en mode de co-investissement, d'autant que :

- En tant qu'acheteur, le marché du haut débit a montré que les opérateurs cantonnés à des coûts d'achat récurrents élevés « à l'unité » disparaissent progressivement.
- En tant que vendeur, des tarifs de vente à l'unité trop faibles désinciteraient à l'investissement, puisqu'ils pourraient ne pas permettre à l'opérateur d'amortir les coûts fixes engagés

On peut imaginer que le marché du haut débit ne se serait jamais développé si les acteurs n'avaient eu le choix qu'entre une offre de type bitstream nationale ou régionale (option 4), et une offre en pied d'immeuble (option 1), représentant un niveau de capillarité infiniment supérieur aux répartiteurs dégroupés cuivre. Par ailleurs, dès lors que l'on est interconnecté au NRO, il paraît inefficace et sans intérêt, dès lors que des accords de mutualisation équitables seraient mis en œuvre, de se déployer ultérieurement au niveau du pied d'immeuble. L'Arcep doit donc pousser à une possibilité de mutualisation des investissements élevés et risqués effectués par les acteurs, au niveau du NRO.

En ce qui concerne la technologie déployée, nous estimons qu'il n'est pas viable d'envisager un déploiement systématique en mode point-à-point, notamment pour des raisons de disponibilité insuffisante des fourreaux dans certaines zones géographiques. Il ne serait pas acceptable qu'un acteur préempte les capacités disponibles vis-à-vis des autres acteurs du seul fait d'un choix technologique rigide. D'autant que la technologie PON est évolutive, et permet d'offrir aujourd'hui un service équivalent pour le client final à celui offert en technologie point-à-point.

Il faut noter que même sur des zones aux capacités élevées, comme Paris, l'utilisation de la technologie point-à-point par un acteur crée des zones de saturation à proximité de ses NRO, qui rendent nécessaire du génie civil pour les autres acteurs.

Question 7 : Quelles sujétions nouvelles le passage du cuivre à la fibre est-il susceptibles de créer pour le dégroupage d'une boucle locale point-à-point au NRO ? La réponse pourra notamment porter sur les modalités et coûts de jarretière, l'hébergement des têtes de câbles, les modalités de colocalisation ou de localisation distante des équipements actifs, la détection des pannes par test de continuité ou échométrie.

Nous estimons moins onéreux de déployer des NRO de petite taille qui ne permettront pas dans le cas général l'hébergement d'équipements actifs tiers, que l'on soit en mode point-à-point ou en mode PON.

Nous estimons qu'il n'est pas aberrant de nous interconnecter en mode PON à un NRO, même lorsque celui-ci est déployé en mode point-à-point : afin de limiter les volumes de liens « en toile d'araignée » entre les NRO des différents opérateurs.

Nous proposerons nous-mêmes l'hébergement des splitters passifs d'un opérateur tiers dans nos NRO, ou un principe de déport de fibres en localisation distante.

Question 8 : A quelles conditions une offre de type bitstream vous semble-t-elle constituer une option de mutualisation satisfaisante des réseaux fibre ? Les technologies actuelles permettent-elle d'envisager une telle offre ?

Bien qu'elle ne puisse être considérée seule comme une solution satisfaisante en vue d'une réelle mutualisation des investissements, l'intérêt d'une offre de type bitstream livrée à un niveau de collecte nationale, dans une logique d'échelle des investissements, est de permettre d'adresser les clients d'un immeuble de façon plus immédiate que via un déploiement plus long et coûteux.

Neuf Cegetel, en tant qu'acheteur, est intéressé par une telle offre bitstream, dans l'objectif de pouvoir adresser des zones dans lesquelles nous ne sommes pas en mesure de déployer rapidement notre réseau.

En tant que vendeur, nous proposerons une offre de collecte nationale livrée au PoP de l'opérateur. Nous ne prévoyons pas de proposer une offre bitstream au NRO, dès lors que nous proposons déjà une offre d'interconnexion passive à ce niveau.

Il est important que la tarification retenue ne désincite pas aux investissements des opérateurs d'infrastructure.

Des tests d'interopérabilité devront probablement être effectués en fonction des architectures d'interconnexion retenues.

Question 9 : Quelle(s) offre(s) de mutualisation de la partie terminale de leur réseau vous semble(nt) devoir être proposé par chaque opérateur aux autres opérateurs ?

De façon très simple, les dispositions suivantes, si elles étaient reprises par l'Arcep, permettraient selon nous un déploiement optimal :

- Nécessité aux acteurs de proposer une offre d'accès à la fibre
 - o dans un mode de type co-investissement,
 - o au NRO ou au SRO et en pied d'immeuble,
 - o dans des conditions financières équitables et réciproques ;
- Régulation asymétrique des fourreaux de France Télécom
- Responsabilité unique d'un opérateur sur un immeuble câblé

Le respect de ces directives de l'Arcep permettrait à chaque acteur de considérer que son offre est mutualisable, tant vis-à-vis d'autres opérateurs d'infrastructures fibre optique que vis-à-vis des copropriétaires et gestionnaires d'immeubles.

Nous estimons par ailleurs, comme expliqué précédemment, qu'une offre d'accès de type bitstream en mode de collecte nationale fait du sens, vis-à-vis de FAI qui ne souhaitent pas investir dans leur propre réseau, ou pour adresser des zones qui seraient éloignées de celles dans lesquelles nous sommes actuellement présents.

Question 10 : Estimez-vous nécessaire qu'il y ait un contrôle des tarifs des offres d'accès à la partie terminale des réseaux ou chaque acteur doit-il être libre de ses tarifs ? Si contrôle il y avait, quels pourraient en être les principes ? Serait-il étendu aux accords de co-investissement et sous quelle forme éventuelle ?

Nous estimons à ce stade que l'Arcep peut se limiter à émettre des recommandations, visant notamment à pousser une tarification de type co-investissement au NRO et en pied d'immeuble.

Dès lors qu'un opérateur est en mesure de contrôler l'accès à un immeuble, il sera néanmoins

probablement nécessaire de pouvoir s'assurer que les tarifs proposés soient non excessifs.
Des tarifs récurrents à l'unité ne doivent pas désinciter à l'investissement.

Question 11 : Dans quelles limites les clauses de réciprocité vous semblent-elles devoir être acceptées pour la fourniture des accès très haut débit ?

Nous identifions deux types de réciprocité :

- Réciprocité tarifaire : vis-à-vis d'un opérateur à la fois acheteur et vendeur, il paraît difficile d'accepter des conditions d'achat moins favorables que ses propres conditions de vente, à périmètre de prestation comparable ; ceci est en théorie de nature à favoriser des tarifs raisonnables de la part des acteurs, ni trop faibles, ni trop élevés
- Réciprocité d'architecture : nous estimons notamment ne pas être acceptable de proposer un accès en pied d'immeuble à France Télécom ou au Câble, ce qui revient à optimiser leurs coûts, si ni France Télécom ni le Câble ne nous permettent pas, là où nous en avons besoin, d'accéder à leurs fibres au NRO ou SRO, nous permettant d'optimiser les nôtres. D'autant que la mise en œuvre d'une interconnexion en pied d'immeuble augmente nos coûts.

Nous n'avons pas d'opposition à proposer une interconnexion en mode bitstream ou au NRO voire au pied d'immeuble à un acteur qui ne serait pas vendeur, sous réserve que celui-ci s'engage à nous proposer une réciprocité tarifaire et technique comparable s'il déploierait son propre réseau.

Question 12 : Les opérateurs sont invités à préciser les principales caractéristiques d'une offre d'hébergement adaptée à l'accès au niveau du NRO à une boucle locale fibre : notamment nature des équipements à héberger, taille des baies, capacité et surface au sol, taille et nombre de têtes optique.

Neuf Cegetel ne prévoit pas dans le cas général de permettre l'hébergement d'équipements actifs tiers dans ses NRO, mais propose d'héberger les splitters passifs dans le cadre d'un raccordement en mode PON.

Nous avons le même niveau d'attente vis-à-vis d'un hébergement dans les NRO d'opérateurs tiers.

Question 13 : Quelles sont les caractéristiques minimales des boîtiers de raccordement permettant une mutualisation en pied d'immeuble ? Les réponses pourront notamment porter sur la taille du boîtier ou sa structure, sur l'existence de connecteurs optiques préinstallés sur les fibres et sur leur identification.

Dans le cas général, nous estimons préférable la mise en œuvre de boîtiers modulaires permettant l'ajout progressif des modules opérateurs en fonction du nombre d'opérateurs interconnectés : ceci permet de limiter le coût initial de déploiement, et de ne pas surdimensionner inutilement le boîtier.

Leur encombrement doit néanmoins être adapté aux caractéristiques architecturales et à la taille de l'immeuble :

- pour les petits immeubles (jusque 12 logements), nous privilégions l'utilisation de boîtiers mono opérateur compacts et de faible coût, avec un jarretièrage inter boîtiers,
- de 12 à 48 logements, il est possible d'utiliser des boîtiers modulaires tels que décrits précédemment ou des boîtiers compartimentés multi opérateurs,
- de 48 à 96 logements, nous préconisons l'utilisation de boîtiers modulaires,
- pour les gros immeubles (au-delà de 96 logements) des solutions spécifiques de baies de brassage devront être mises en œuvre (avec mise à disposition d'un emplacement technique dans l'immeuble).

Ces boîtiers doivent permettre l'installation des splitters PON de l'opérateur lorsque nécessaire.

Par ailleurs, 100% des fibres verticales doivent être connectorisées (SC/APC) et repérées dans le boîtier (association n° de fibre / appartement).

Ce type de boîtier est déjà disponible chez plusieurs constructeurs. Le choix d'un nombre de modèles limité entre opérateurs, favoriserait l'exploitation et la maintenance de ces boîtiers, et permettrait de diminuer considérablement leur coût de revient (qui varie fortement en fonction des volumes commandés).

Question 14 : *La solution proposée par France Télécom vous semble-t-elle satisfaisante ? Quelles autres solutions vous paraîtraient efficaces et raisonnables pour le client final, les copropriétés et les différents opérateurs ? Quel système de tarification ou de droit de suite proposez-vous ?*

Il nous apparaît indispensable, pour garantir une qualité de service suffisante dans l'immeuble, qu'un seul opérateur soit responsable de l'ensemble des interventions en production et en maintenance dans un immeuble.

La possibilité de faire intervenir son prestataire, si cela peut présenter certains avantages, semble difficile à mettre en œuvre : l'entreprise devrait se faire référencer par France Télécom, ce qui induit un contrôle de ce dernier sur les intervenants autorisés qui n'est pas acceptable.

Par ailleurs, et surtout, l'opérateur n'ayant pas été habilité à intervenir dans l'immeuble, il paraît nécessaire de devoir obtenir un accord auprès du syndic, ce qui induit un délai incertain avant de pouvoir proposer ses propres offres sur l'immeuble : ce fonctionnement dans lequel les opérateurs doivent renégocier systématiquement un accord avec le syndic ne paraît pas acceptable et semble particulièrement inefficace.

Enfin, il paraît difficile de financer un câblage qui serait perdu au profit de l'opérateur de l'immeuble. Ces principes ne peuvent que favoriser le comportement d'opérateurs « vautours » qui seraient en mesure de proposer des offres plus attractives aux clients dont le câblage horizontal palier a déjà été réalisé.

Question 15 : *Partagez vous l'analyse ci-avant sur la nature des informations préalables devant être fournies aux opérateurs intéressés ou ayant souscrit à une offre de mutualisation ? Un délai d'information, dans un sens ou l'autre, vous semble-t-il justifié ?*

Les informations qu'il nous paraît légitime de diffuser sont les suivantes :

- Adresse des NRO et SRO ; possibilités d'hébergement d'équipement actif / passif ; possibilités d'adduction
- Adresses des immeubles raccordés ; nombre de logements raccordables ; possibilités d'adduction ; technologie de raccordement PON ou point-à-point ; NRO de rattachement

L'opérateur doit pouvoir disposer d'un délai pour déployer son réseau, et ne diffuser ces informations que lorsque ce déploiement est terminé : autrement dit, une information préalable au déploiement ne nous paraît pas légitime.

Question 16 : *Les cinq sujets listés ci-avant vous semblent-ils devoir être normalisés ? Existe-t-il d'autres besoins ? La proposition de groupe de travail sous l'égide de l'Autorité vous semble-t-elle pertinente ?*

Nous partageons avec l'Arcep la nécessité d'avancer sur ces sujets de normalisation, et en priorité,

- Sur les caractéristiques des fibres (G652 D) et connecteurs déployés dans les logements, et des points de brassage (SC/APC) : en effet, il apparaît qu'en l'absence de normalisation, les installations pourraient ne pas être compatibles entre les opérateurs, ce qui pourrait nécessiter de réinstaller la desserte interne à chaque changement d'opérateur.
- Sur les caractéristiques de nommage et de repérage des fibres dans les immeubles (association appartement / n° de fibre).
- Sur les interfaces de commande et de sav : afin que les développements puissent être mutualisés autant que possible vis-à-vis de l'ensemble des opérateurs

Question 17 : *Estimez-vous que les offres de mutualisation des acteurs doivent être soumises à une régulation des pouvoirs publics ? Si oui, quel schéma incitatif, réglementaire ou législatif vous semblerait le plus adapté ?*

A ce stade, nous estimons que l'Autorité doit publier dès que possible des lignes directrices susceptibles de faciliter une forme d'autorégulation des relations entre opérateurs, et s'attacher en parallèle à créer un cadre réglementaire incitatif à l'optimisation et à la mutualisation des investissements des différents acteurs, notamment à travers l'analyse d'un marché de la boucle locale élargi aux fourreaux et à la fibre.

Un cadre législatif pourra éventuellement être nécessaire dans un deuxième temps, pour faciliter l'accès des opérateurs aux immeubles (droit à la prise fibre).

Question 18 : Quel est votre évaluation de l'offre proposée par la société France Telecom, en termes de principes généraux et de conditions de mise en oeuvre ? En l'état, cette offre vous semble-t-elle satisfaisante ? Le cas échéant, quelles améliorations pourraient y être apportées ?

Nous estimons que l'offre de France Télécom ne peut être prétendue mutualisable avec les autres opérateurs, dès lors que :

- France Télécom ne propose pas d'interconnexion à un niveau plus élevé que le pied d'immeuble. Une offre de fourreau seule ne donne aucune garantie d'un raccordement possible des immeubles par les opérateurs tiers, a minima dans des délais satisfaisants. En l'état, notamment en cas de saturation des fourreaux, certains immeubles pourraient ne pas être raccordés par des tiers à moyen voire long terme.
- France Télécom ne prend pas une responsabilité globale sur la gestion de la fibre dans l'immeuble, contraignant notamment les opérateurs tiers à devoir renégocier un accord avec chaque syndic

Nous ne pouvons pas nous prononcer sur les tarifs envisagés par France Télécom, dès lors que ces derniers ne sont pas publics.

Question 19 : Quel est votre évaluation de l'offre proposée par la société Free, en termes de principes généraux et de conditions de mise en oeuvre ? En l'état, cette offre vous semble-t-elle satisfaisante ? Le cas échéant, quelles améliorations pourraient y être apportées ?

Nous regrettons que Free propose uniquement une approche récurrente et pas de principe de co-investissement.

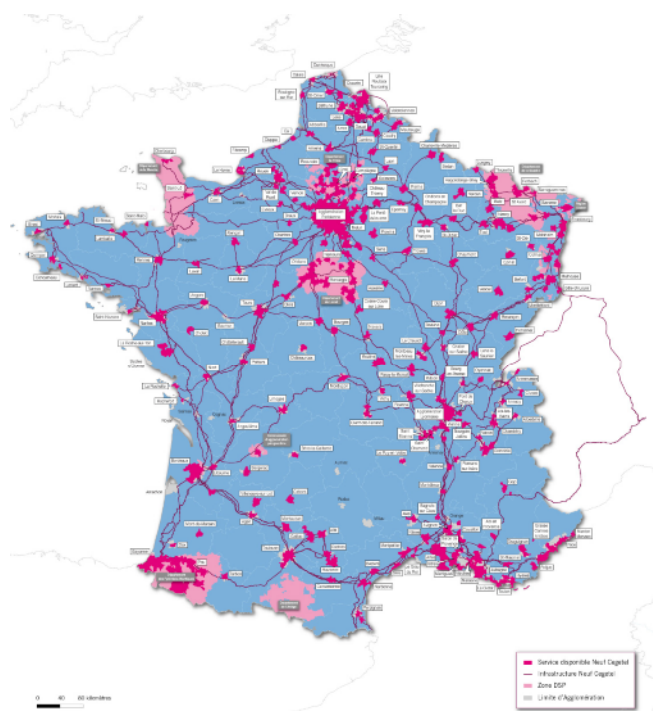
Nous ne sommes pas favorables à un principe de double-câblage dans les immeubles, si celui-ci aboutit à augmenter les coûts des opérateurs tiers.

Enfin, nous regrettons la mise en œuvre de multiples causes abusives, généralement calquées sur les dispositions de la convention de dégroupage de France Télécom, qui nous apparaissent inutiles et inefficaces.

Réponse aux questions de la consultation publique de l'ARCEP portant sur la situation concurrentielle des fourreaux de communication électronique et leur régulation éventuelle.

Question 1 : Les acteurs sont invités à décrire les infrastructures de génie civil dont ils sont propriétaires ou exploitants. Quelles sont les principales caractéristiques de ces infrastructures (topologie, matériaux employés, dimensionnement, etc.) ? Ces caractéristiques diffèrent-elles selon les dates d'installation, leur localisation, le type de réseau filaire déployé ?

Neuf Cegetel a déployé environ 45 000 Km de câbles de fibre optique sur le territoire français, dont une partie en propre :



Une grande partie de ce réseau correspond à des segments inter-urbains : notre présence dans les villes est sans commune mesure avec celle de France Télécom, dans la mesure où nous avons visé avant tout jusqu'ici le raccordement de points de concentrations (NRA, CAA, ...), et de quelques grands clients entreprises dont les volumes le justifiaient.

Nous sommes disposés à communiquer à l'Arcep toute information plus précise souhaitée sur notre déploiement.

***Question 2 :** Les acteurs sont invités à transmettre à l'Autorité les offres et les contrats de mise à disposition de génie civil dont ils sont signataires, que ce soit en tant que fournisseur ou en tant que client (notamment dans le cadre de la cession des réseaux du plan câble). Les caractéristiques des offres précédemment décrites sont-elles exactes ? Quelles sont les offres de mises à disposition de génie civil autres que celles mentionnées ?*

Nous sommes signataires des contrats LGC DPR et ZAC de France Télécom.

Du fait du tarif élevé de l'offre de France Télécom, nous souscrivons aux offres alternatives dès lors qu'il en existe, notamment dans les villes de Nice, Rouen, Saint-Etienne, Metz, Troyes, ...

Par contre, si ces offres nous sont utiles pour des raccordements limités de points de concentration France Télécom, ou de grands clients entreprises, elles présentent en règle générale un niveau de capillarité très inférieur à celui de France Télécom au sein d'une ville et de ses immeubles : aussi, elles peuvent difficilement être comparées dans l'objectif d'un déploiement d'une boucle locale fibre optique.

***Question 3 :** Quelles sont les contraintes d'utilisation des galeries visitables des réseaux d'assainissement pour l'installation, l'exploitation et la maintenance d'un réseau de boucle locale ? Pour quelle raison les opérateurs ayant choisi de déployer leur réseau dans les égouts visitables à Paris ont-ils retenu cette solution ? Cette solution est-elle équivalente à la possibilité d'avoir accès au génie civil d'un opérateur tiers ?*

L'intérêt essentiel d'utilisation des égouts parisiens porte sur :

- la capillarité du réseau et la possibilité d'adduction vers chaque immeuble,
- la capacité disponible, qui permet d'envisager un déploiement de type point-à-point.

Néanmoins, la saturation de certains tronçons rendront nécessaires, même sur Paris, la mise en œuvre de

génie civil ou l'accès au génie civil existant de France Télécom, notamment au niveau de certains NRO d'opérateurs tiers.

Le génie civil est disponible en règle générale en capacités plus limitées, et pose la question de l'accès aux adductions d'immeubles et aux chambres de tirage, qui nous est pour le moment refusé par France Télécom, seul opérateur disposant d'une couverture au niveau national aussi capillaire en termes d'infrastructures existantes.

Nous contestons une réelle substituabilité entre les offres de fourreaux existantes des collectivités et celles des opérateurs, car hormis le cas de quelques villes très limitées, les déploiements des collectivités au sein d'une ville sont généralement très inférieurs à ceux de France Télécom, et ne permettent pas d'envisager un réel déploiement de fibre jusqu'au logement.

Question 4 : Les acteurs sont invités à formuler des observations sur cette délimitation de marché. Quelles sont les alternatives au génie civil des opérateurs de communications électroniques, notamment au niveau des adductions ? Quelles sont les possibilités d'utilisation des appuis aériens en zone urbaine ? Le marché du génie civil est-il local ou national ?

Nous partageons le principe d'un marché du génie civil national. A l'inverse, le morcellement des situations locales très disparates rendrait très complexe toute action pour un acteur envisageant un déploiement national.

Il apparaît que, en dehors des villes disposant d'égouts visitables, tels que Paris, le génie civil des opérateurs ayant une adduction avec les immeubles paraît incontournable pour permettre le déploiement d'un réseau de fibre optique jusqu'au logement, lorsque l'immeuble n'est pas déjà raccordé par un acteur.

Question 5 : Les acteurs sont invités à compléter et corriger ces données. Le périmètre est celui de la boucle locale. Ceci inclut les adductions dans le cas de réseaux pénétrants.

Nous constatons en effet qu'au niveau national, France Télécom dispose d'infrastructures sans commune mesure avec celles des opérateurs alternatifs.

Question 6 : Les acteurs sont invités à compléter le tableau ci-dessous pour les contrats et les offres de mise à disposition de génie civil dont ils sont signataires, que ce soit en tant que fournisseur ou en tant que client. Il s'agit des volumes d'échange relatifs à ces offres et contrats.

Neuf Cegetel loue majoritairement des fourreaux à France Télécom dans le cadre des offres LGC, soit environ 800 Km de distance linéaire, pour un coût total de l'ordre de 4,5 M€ par an.

Nos autres contrats auprès de collectivités locales portent sur moins de 100 Km de distance linéaire, pour un coût total de quelques centaines de K€.

Encore une fois, il s'agit de prestations de génie civil visant à raccorder en fibre optique des sites France Télécom, ou de grands clients entreprises, que l'on ne peut pas assimiler à des déploiements de fibre optique jusqu'au logement.

Nous regrettons de ne pas connaître le contrat en vigueur entre France Télécom et le câblo-opérateur, d'autant que France Télécom refuse de répondre à nos demandes d'accès à leurs fourreaux dans des conditions comparables.

Question 7 : Les acteurs sont invités à formuler leurs observations sur cette analyse de la puissance. Quel rôle les infrastructures de génie civil des réseaux câblés hors plan câble sont-elles amenées à jouer ? Quelles sont les possibilités effectives d'utilisation des techniques de génie civil allégé ? Quels sont les obstacles à la réalisation de nouvelles adductions ?

Nous partageons cette analyse : France Télécom dispose d'infrastructures de génie civil existantes sans commune mesure avec celles des autres acteurs.

Les techniques de génie civil allégé semblent prometteuses, mais difficilement déployables en l'état. L'Arcep peut jouer un rôle en incitant à leur expérimentation et à leur adoption, notamment dans le cadre des chantiers du CRIP.

Si le Câble dispose également d'infrastructures de génie civil importantes, susceptibles de faciliter son propre déploiement, la taille plus réduite des villes hors plan câble, et la nécessité d'aménagement des conventions existantes ville par ville qui reste à mener, ne permettent pas de les comparer à celle de France Télécom. Nous estimons par contre raisonnable et nécessaire que le Câble propose comme les autres acteurs une interconnexion au NRO à ses fibres optiques, eut égard à cet avantage significatif.

Question 8 : Les acteurs sont invités à livrer leurs observations sur la démarche de l'Autorité tendant à privilégier, dans la perspective du très haut débit, une action sur les fourreaux plutôt qu'une régulation lourde. A quelle condition et dans quelles circonstances une régulation des fourreaux serait-elle pertinente ? D'autres instruments (ex : séparation fonctionnelle ; accès au réseau très haut débit de France Télécom ou d'autres opérateurs, par le biais d'une régulation asymétrique ou symétrique) seront-ils nécessaires, notamment pour les situations dans laquelle la régulation des fourreaux se révélerait insuffisante ? Quels seraient les instruments les plus pertinents et dans quel cadre juridique pourraient-ils être mis en oeuvre ?

Nous estimons que la régulation asymétrique des fourreaux de France Télécom est nécessaire : en effet, France Télécom est le seul acteur disposant sur un plan national d'infrastructures de génie civil aussi capillaires, naturellement adaptées au déploiement d'un réseau de fibre optique jusqu'au logement, ce qui constitue un avantage historique déterminant. Celle-ci est notamment nécessaire pour permettre aux opérateurs alternatifs de déployer leur réseau sans être tributaires du déploiement de France Télécom.

Néanmoins, nous estimons, comme détaillé précédemment, que la régulation des fourreaux ne peut être envisagée seule : l'ensemble des opérateurs, et notamment France Télécom, qui dispose de ces infrastructures historiques, ou le Câble, doit proposer également une interconnexion au NRO ou au SRO aux fibres optiques déjà déployées, pour permettre des déploiements optimisés et efficaces. Sans présager des discussions sur ce mode d'interconnexion, il ne faudrait donc pas que la régulation des fourreaux de France Télécom le dédouane d'un accès à ses fibres au NRO.

En effet, une offre de génie civil seule ne permettrait pas de concurrencer France Télécom dans des conditions équitables lorsque France Télécom aura déjà déployé des fibres :

- délais de mise en œuvre d'un réseau de fourreaux très important, qui ne permettra jamais à un opérateur d'être présent dans des délais comparables à ceux de France Télécom ; il faut compter à ce titre le délai d'assimilation d'une nouvelle offre de France Télécom par les opérateurs tiers, par rapport à France Télécom qui met déjà en œuvre ces ressources pour ses besoins propres, et dispose des équipes adaptées. Il paraît par ailleurs très inefficace de multiplier les études sur une même zone géographique.
- solution plus coûteuse qu'un accès à la fibre, qui ne permettra pas aux opérateurs dans un certain nombre de cas de raccorder les immeubles : il faut prendre en compte à ce titre le fait que France Télécom dispose d'une part de marché plus de deux fois supérieure à celle de son premier concurrent.
- problèmes de saturation, ou d'absence de capacité suffisante pour le déploiement d'un ou plusieurs acteurs, sachant qu'il peut suffire d'une saturation locale pour pénaliser le déploiement de toute une zone. France Télécom étant propriétaire des fourreaux, il lui suffirait d'en utiliser le plus possible par une gestion peu rigoureuse de leur remplissage pour pénaliser fortement le déploiement de ses concurrents.

Pour toutes ces raisons, nous demandons la possibilité d'un accès au NRO ou au SRO aux fibres déjà déployées par France Télécom, de façon parallèle à la mise en œuvre d'une régulation des fourreaux existants.

Question 9 : Les acteurs sont invités à commenter les offres actuelles de France Télécom de mise à disposition de génie civil. Ces offres sont-elles adaptées pour un opérateur souhaitant déployer une boucle locale optique ? Dans quelles conditions géographiques (densité, hauteur du bâti, etc.) les tarifs de location sont-ils compatibles avec de tels déploiements ? Quels sont les aspects critiques d'une offre de gros d'accès au génie civil ? Quel est l'état des discussions entre France Télécom et les opérateurs alternatifs sur l'évolution de son offre LGC DPR ?

L'offre LGC DPR actuelle de France Telecom ne répond pas au besoin des déploiements FTTH, ni en termes de modalités techniques, ni en termes de mise en œuvre opérationnelle :

- c'est une offre point à point, sans accès aux informations cartographiques de France Télécom, ni

réalisation possible d'études de tracés « intelligentes »,

- elle ne permet pas l'adduction aux immeubles ni l'accès aux chambres de France Télécom,
- ses délais d'étude sont particulièrement élevés, de nombreux retours sur un simple segment nécessitant plus d'un mois,
- elle n'offre aucune alternative en cas de saturation, France Télécom refusant dans le cas général d'optimiser son remplissage.

L'offre LGC ZAC au-delà de sa disponibilité bien plus limitée, butte en grande partie sur la définition des zones géographiques dans lesquelles cette offre est opérationnelle.

Nous demandons depuis plusieurs mois à France Télécom une évolution de ces offres et une amélioration de leur traitement opérationnel, notamment pour faire bénéficier l'offre LGC DPR des améliorations de l'offre LGC ZAC, mais ces demandes sont à date restées sans réponses.

Question 11 : Les acteurs sont invités à indiquer quels sont les déterminants des déploiements de réseaux très haut débit. Comment influe la densité population sur le coût de déploiement ? Quel est le coût maximal par foyer ou par abonné susceptible d'être rentabilisé ? Sur quelle durée de retour sur investissement les opérateurs sont-ils prêts à investir ? En quoi la possibilité d'accéder à des fourreaux peut-elle modifier l'équation économique ?

Le taux de pénétration a un impact majeur sur le coût de déploiement par client : en effet, sur une ville comme Paris, en passant de 25 à 100% de taux de pénétration, le coût passe de 1200 / 1500 € par client, à moins de 500 €.

Les montants actuellement affichés sur les premiers déploiements opérateurs ne doivent donc pas servir de référence à la définition des tarifs de l'offre de France Télécom : ceux-ci doivent être orientés vers les coûts, afin que l'ensemble des acteurs puissent en bénéficier dans des conditions équitables, et au-delà, l'Arcep doit favoriser un cadre réglementaire permettant une plus grande optimisation et une plus grande mutualisation des déploiements.

En effet, autant ces montants par client pourront être réduits, autant les déploiements opérateurs pourront être capillaires.

Question 12 : Les acteurs sont invités à commenter ces différentes obligations. Sont-elles nécessaires ? Sont-elles suffisantes ?

L'un des enjeux les plus importants concerne l'attribution des capacités disponibles :

- On constate dans les offres actuelles (notamment d'hébergement dans ses sites, ou LFO), que France Télécom se réserve des capacités qui lui permettent d'influer sur les capacités disponibles pour ses concurrents.
- En cas de capacités limitées, il peut ne pas y avoir de disponibilités suffisantes pour plusieurs acteurs, notamment dans le cas d'un déploiement en mode point-à-point.

Par ailleurs, au-delà des principes d'orientation vers les coûts et de séparation comptable, il faut prendre en compte le fait que France Télécom dispose de loin de la part de marché la plus importante sur le marché de détail. Ainsi, un réseau de fourreaux existant risque de ne pas être économiquement ou techniquement répliquable dans de nombreuses zones.

Comme déjà exprimé, ces dispositions ne sont donc pas suffisantes pour permettre de raccorder des immeubles qui auraient déjà été raccordés en fibre optique par France Télécom : il convient de permettre également un accès au NRO aux fibres optiques déjà déployées par France Télécom.

Question 13 : L'Autorité invite les acteurs qui le souhaitent à formuler dès à présent des propositions quant aux principales caractéristiques de l'offre de gros qui leur paraîtrait pertinente.

Il convient de prévoir notamment les dispositions suivantes :

- accès préalable à la localisation des fourreaux, des chambres intermédiaires, et des adductions d'immeubles, et à leur disponibilité par zones urbaines,

- possibilité d'un constat contradictoire de l'existence et de la disponibilité des fourreaux,
- offre multipoint comprenant l'usage des chambres intermédiaires et incluant le partage des adductions aux immeubles existantes,
- possibilité de désaturation en cas de non disponibilité des fourreaux existants,
- délais d'étude et de déploiement strictement encadrés, notamment par rapport aux délais constatés sur les propres déploiements de France Télécom,
- tarifs permettant une logique de co-investissement.

Question 14 : Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur ces différents scénarii. Quels sont les avantages et inconvénients de chaque scénario ? Quel scénario paraît le plus solide juridiquement ? Quels autres scénarii pourraient être envisagés ?

Nous estimons que le scénario le plus pertinent serait d'analyser un marché du dégroupage étendu aux fourreaux et à la fibre optique. Il convient notamment de se placer du point de vue du client final, pour lequel les offres sur boucle locale fibre devraient se substituer aux offres sur boucle locale cuivre, et du point de vue de l'opérateur, pour qui la fibre et le fourreau ne sont pas nécessairement substituables pour permettre le raccordement d'un nouvel immeuble et de ses occupants. Cette analyse de marché devra donc identifier les remèdes nécessaires portant sur la paire de cuivre, la fibre, et les fourreaux, permettant de contrebalancer les avantages historiques dont dispose France Télécom.